

SHORT NEWS

0,5-Prozent-Abgabe: Kritik von allen Seiten

(da) - Beschlossene Sache sei die Einführung einer 0,5-Prozent-Abgabe für Kinderbetreuung, vermeldete die nationale Tagespresse diese Woche. Beim Treffen des Ministerrats mit den Präsidenten und Fraktionschefs der drei Koalitionsparteien in Senningen sei das Vorhaben nicht auf Widerstand gestoßen. Die Abgabe soll unter anderem dazu dienen, zweisprachige „crèches“ zu fördern. Während der LCGB vor einer weiteren Belastung der Kaufkraft warnt, sieht der OGBl durch das Einführen spezieller Abgaben für besondere Bereiche demokratische Prinzipien in Gefahr (woxx 1285). Der LSAP-Politiker und ehemalige Abgeordnete Ben Fayot kritisiert die Sonderabgabe in einer „Carte blanche“ auf RTL. Damit die nämlich, wie von der Regierung behauptet, „keine Steuer“ sei, müsse sie zu einem klaren, vorher definierten Zweck eingesetzt werden und eine Gegenleistung garantiert sein. Beide Kriterien werden durch die Vorhaben der Regierung aber nicht unbedingt erfüllt. Fayot bemängelt außerdem, dass das Konzept zur Kinderbetreuung Änderungen erst ab 2017 vorsehe, die Abgabe aber schon vorher erhoben werden soll. Er ist der Meinung, dass zuerst die „beträchtlichen“ vorhandenen Mittel ausgeschöpft werden sollten, bevor eine neue Abgabe eingeführt wird.

Les voies de l'impôt sur l'église sont impénétrables

(lc) - La petite série de couacs gouvernementaux - entre socialistes et libéraux au pouvoir - sur la question si un impôt sur l'église, voire les communautés religieuses, va venir ou non a fait son effet sur le poulailler catholique. Non seulement l'archevêque Jean-Claude Hollerich a-t-il annoncé l'apocalypse, ou du moins la banqueroute de son église dans un futur assez proche si l'Etat arrêtaient vraiment de traiter ses subordonnés comme des fonctionnaires, mais son bras politique, le CSV, s'est aussi activé. Ainsi les députés Gilles Roth et Diane Adehm se sont adressés au ministre des finances, Pierre Gramegna, comme au premier ministre et ministre des cultes Xavier Bettel pour savoir notamment si le gouvernement prévoyait de suivre la voie allemande - où chaque contribuable paie selon sa conviction religieuse et où les athées sont exempts - ou plutôt l'italienne, qui prévoit qu'on puisse librement affecter une part fixe des impôts à une communauté religieuse, voire à une organisation de bienfaisance de son choix. La réponse des intéressés a été des plus sèches : vu les discussions en cours, « aucune décision n'a été prise ». Ce qui leur laisse amplement le temps d'aller allumer un cierge à la cathédrale.

woxx@home

woxx - New Look

Nein, kein neues Layout erwartet unsere LeserInnen und auch die um 180 Grad gewendete Kulturagenda fällt nicht den neuesten Designvorgaben zum Opfer. Aber unser inzwischen vielen vertrauter Ausstellungs-Stand, der seit gut 10 Jahren regelmäßig auf der Oekofoire und bei anderen Events zu bestaunen war, wurde einem Facelifting unterzogen. Und wie es der allgemeine Trend verlangt, sollte alles einfacher, klarer und eben „cool“ werden. Ob uns das gelungen ist? Zumindest der mit den Banderolen für den Stand beauftragte Drucker wollte sich ausdrücklich vergewissern, bevor er zur Tat schritt: „Soll es wirklich so viel Weiß sein?“, fragte er verduzt und machte sich, nach entsprechendem OK aus der Redaktion ans Werk. Das Resultat lässt sich am Wochenende auf der Oekofoire bestaunen: Stand 29 Halle 2A.

AKTUELL

BANCOCRATIE

C'est pas nous !

Raymond Klein

Correctement interpréter la crise financière, démasquer les discours des lobbyistes bancaires. Voilà ce que fait Eric Toussaint dans son nouveau livre, qu'il présentera mardi prochain au Luxembourg.

Il y a ceux qui, face à la crise financière, se contentent de critiquer l'insuffisance des mesures prises depuis 2009 pour réguler la finance. Ils estiment en quelque sorte qu'il faut se débarrasser du bébé monstre de la spéculation effrénée tout en envisageant de garder l'eau du bain, à savoir les marchés financiers. Et puis il y a ceux qui voudraient renverser la baignoire, qui proposent de mettre fin une fois pour toutes aux ravages économiques, sociaux et écologiques que produisent les mécanismes à la base du capitalisme financier. Eric Toussaint, qui tiendra une conférence mardi 30 septembre à 19h au Casino syndical, fait sans aucun doute partie de ces derniers.

Engagé depuis plus de 20 ans au Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), il a eu le temps de se familiariser avec les activités néfastes des banques du Nord dans les pays du Sud, relayées par les plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale. Des plans basés sur l'austérité budgétaire - l'autre nom du démantèlement social -, qui ont refait leur apparition lors de la crise de l'euro, appliqués cette fois-ci à des pays du Nord. Avec les mêmes conséquences désastreuses sur les populations et l'économie, tandis que la plupart des banques privées, une fois de plus, ont tiré leur épingle du jeu. De quoi désespérer du système. Qu'on partage les vues anticapitalistes d'Eric Toussaint ou non, on peut comprendre que, à côté de ses activités dans le CADTM et Attac, il se soit aussi engagé au sein de la Quatrième Internationale (trotskyste).

Son nouveau livre, « Bancocratie », n'est d'ailleurs pas seulement destiné aux pourfendeurs les plus radicaux du capitalisme financier. Nous vivons aujourd'hui une sorte de restauration de l'ancien régime économique, nous écoutons les discours incroyablement arrogants des lobbyistes financiers en train de se dé-

charger des conséquences de leurs erreurs, blâmant le gonflement des dettes publiques et le niveau « excessif » des salaires. Face à cela, il faut des arguments, et ils se trouvent dans ce livre. Sur le site d'Attac, Toussaint écrit que les lecteurs et lectrices y trouveront « des informations et des arguments solides qui leur permettront de se joindre au mouvement de rejet du capitalisme », mais aussi, pour un public plus large, des éléments permettant de contrer « les mensonges répandus par les grands médias, les banques et les gouvernants ».

L'intérêt que présente le livre - et la conférence - d'Eric Toussaint se confirme en jetant un coup d'oeil sur la table des matières. Au-delà des explications sur le fonctionnement des marchés financiers

et les causes ainsi que le déroulement de la crise financière, on trouve des études détaillées de tel ou tel exemple typique : la banque HSBC et le blanchiment, la manipulation du taux de référence londonien Libor ou l'UBS et l'évasion fiscale. Le livre, découpé en 40 chapitres et muni d'un glossaire, peut aussi s'utiliser comme une référence. Le débat qu'a entamé sur le site d'Attac François Chesnais avec Eric Toussaint devrait aussi rassurer les sceptiques : l'économiste marxiste reproche à l'auteur d'avoir négligé les fondements théoriques, mais concède que « Bancocratie » contient « un très grand nombre d'informations précieuses ».

Eric chez les superparasites

Cela dit, mardi prochain, Toussaint séjournera dans un pays dont la prospérité est fondée sur la finance qui, à son tour, selon l'analyse marxiste, phagocyte l'économie réelle. Quel message apportera-t-il au superparasite que constitue le Luxembourg ? Le résumé des mesures à prendre qu'il a dressé sur le site d'Attac inclut des propositions comme « Mettre fin au secret bancaire », « Interdire les marchés financiers de gré à gré » (comme ceux gérés par Clearstream) et « Interdire les transactions avec les paradis fiscaux ». De quoi signer l'arrêt de mort du Luxembourg en tant qu'entité économique. Y aura-t-il un banquier dans la salle ?

